

et 1928, ont financé leurs exportations à l'étranger en prêtant de l'argent aux nations qui désiraient acheter leurs produits.

Nous savons aussi de quelle manière, sous l'égide du plan Marshall, les États-Unis ont financé à l'étranger la consommation de leurs propres produits. Nous savons qu'aux termes d'une loi nouvelle (dont j'oublie toujours le nom) les États-Unis envoient à l'étranger d'importantes sommes d'argent grâce auxquelles les bénéficiaires achèteront des articles américains. Ainsi les États-Unis ont déjà réussi à financer la consommation de leurs marchandises, par l'envoi à l'étranger de l'argent même qui sert à acheter ces marchandises.

Cela n'indique-t-il pas clairement la marche à suivre? Il n'est pas de pays qui puisse prélever sous forme d'impôts à l'intérieur de ses frontières, des sommes suffisantes pour être avancées à titre de prêts à l'étranger, afin qu'on y achète ses produits. Nulle nation ne peut se permettre de s'endetter en vue de recueillir des sommes destinées à l'étranger. Mais les États-Unis et le Canada pourraient obtenir de l'argent dans la mesure de leurs excédents sans s'endetter et envoyer ces sommes à l'étranger.

Un autre aspect du problème sollicite également notre attention. Ceux qui lisent *The Economic Review*, périodique publié par le bureau d'information britannique à Ottawa, auront été impressionnés par un article du dernier numéro, article intitulé: "Commerce, oui; aide, non". Les Anglais ne veulent nulle aide étrangère. Ils veulent tout simplement pouvoir commercer. Mais ni les États-Unis ni le Canada ne peuvent conclure de marchés avec l'Angleterre, pour la raison suivante: quand nous introduisons chez nous ses marchandises, celles-ci font concurrence aux nôtres et font faire faillite à nos propres fabricants, occasionnant ainsi un chômage sérieux. Quel Gouvernement doué de sens pratique pourrait y consentir?

Que ferons-nous pour permettre à la Grande-Bretagne de commercer au lieu de recevoir de l'aide? Pourquoi ne pas dire aux Anglais: "Préparez-nous toutes les marchandises que vous aimeriez nous expédier, et nous accepterons la propriété de ces marchandises en Grande-Bretagne". Nous ne nous engagerions pas à laisser entrer au Canada ces marchandises qui pourraient faire concurrence aux nôtres, mais nous les accepterions pour annuler la dette. Si nous livrions à la Grande-Bretagne des marchandises d'une valeur d'un million de dollars et si les Anglais produisaient et nous livraient des marchandises d'une valeur d'un million de dollars, nous accepterions la propriété de ces marchandises en Grande-Bretagne.

[M. Blackmore.]

Où ces marchandises iraient-elles à partir de là? C'est une autre question.

Nous sommes partie au plan de Colombo. Ce que nous accomplissons en vertu de ce plan est bien modeste, mais le plan est excellent. Nous pourrions distribuer des marchandises et des services aux diverses nations du Commonwealth à l'avantage et pour le bien des habitants du Commonwealth. Pourquoi ne prendrions-nous pas ces marchandises d'une valeur d'un million de dollars que la Grande-Bretagne aurait produites et nous aurait livrées, afin de payer pour un million de dollars de marchandises diverses que nous lui aurions fournies et les faire distribuer en vertu du plan de Colombo?

Si nous créions pour un million de dollars d'argent libre de dette au Canada et si nous achetions pour un million de dollars de notre propre fromage, par exemple, au Canada, les dollars que recevraient les producteurs seraient aussi bons que de l'or solide ou que l'argent qu'ils toucheraient si leur fromage était vendu sur le meilleur marché au monde. Si nous envoyions à la Grande-Bretagne pour un million de dollars de fromage ou si nous lui accordions un million de dollars libre de dette pour acheter du fromage, ce fromage serait livré à la Grande-Bretagne et ferait son bonheur. Si nous lui fournissions les moyens de produire des textiles ou autres marchandises d'une valeur d'un million de dollars en vue de payer ledit fromage et si ces biens venaient en notre possession en Grande-Bretagne, nous serions remboursés. Nous désirons, pourrions-nous alors dire à l'Angleterre, que ces marchandises soient expédiées à Sierra-Leone ou en Afrique-du-Sud ou à Ceylan, ou encore à l'Inde, ou à quelque autre partie de l'Empire. Nous rendrions ainsi un grand service aux destinataires de ces biens ainsi qu'à la Grande-Bretagne, parce que nous lui aurions permis de conserver sa prospérité et le respect d'elle-même.

Peut-on trouver à redire à une telle méthode ou proposition? Or, les États-Unis pourraient de même accepter le paiement d'autant de biens d'exportation que le pays juge à propos de produire et d'exporter d'ici quinze ou vingt ans ou même au delà! Cela démontre l'avantage que nous pourrions tirer en ces jours de péril de l'utilisation de la monnaie libre de dette pour financer la consommation de nos biens à l'étranger.

J'ai déjà préconisé une autre mesure que je soumets une fois de plus à la sérieuse attention du ministre. Je suis très réconforté par la mesure qu'il a prise au sujet de la Banque du Canada. J'estime que le ministre et son